

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

Colomiers, le 22/03/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NADAL
35 Chemin Chantelle
31203 Toulouse

Références : 2024-146
Code AIOT : 0006804927

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement NADAL implanté 35 Chemin Chantelle CS 60312 31203 Toulouse.

Cette inspection a pour objet de vérifier les suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) en date du 24 décembre 2021 adressé à la société Ets NADA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NADAL
- 35 Chemin Chantelle CS 60312 31203 Toulouse
- Code AIOT : 0006804927 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'activité principale de la société NADAL est la récupération de métaux ferreux et non ferreux auprès des industriels, des commerces, des collectivités et des particuliers. Ces métaux sont triés puis expédiés pour être revalorisés. La société collecte également les batteries usagées, filtres usés, chiffons souillés, [...] auprès des garages et autres industriels, afin de les apporter vers un centre de retraitement spécialisé.

L'établissement est agréé pour la dépollution des véhicules hors d'usage (agrément n°PR31 00022 D).

L'établissement collecte également les DEEE sous la rubrique 2711, et est soumis à Déclaration pour cette activité.

Les différentes activités de la société NADAL sont autorisées par arrêté préfectoral du 8 février 2008.

La lettre préfectorale du 2 avril 2013 a actualisé la liste des rubriques de la nomenclature ICPE applicables, dont notamment les rubriques 2710, 2713, 2718 et 2791 pour le régime de l'autorisation, 2712 pour l'enregistrement et 2711 et 2714 pour la déclaration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 décembre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de

contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Contractualisation avec un eco organisme ou un système individuel agréé	Code de l'environnement du 08/03/2024, article R.543-200	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
5	Isolement des réseaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Opération de dépollution VHU	AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article art 1	Levée de mise en demeure
3	Bordereau de suivis de déchets dangereux	Code de l'environnement du 14/03/2024, article R.541-45	
4	Opération de tri DEEE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 1 fait conforme en lien avec les prescriptions rappelées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 décembre 2021 relatif aux opérations de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU). Ainsi, l'inspection des installations classées considère que les dispositions de l'article 1er de la mise en demeure du 24 décembre 2021 sont respectées.


L'inspection a également constaté 2 faits avec suites (demande de justificatifs) relatifs à :

- l'accueil des DEEE (déchets d'équipements, électriques ou électroniques) professionnels ;
- l'isolement des réseaux d'eau.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Opération de dépollution VHU

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/12/2021, article art 1
Thème(s) : Risques chroniques - Opération de dépollution
Prescription contrôlée : La société Nadal (SIRENn°570 800 631) exploitant un centre VHU au 35 chemin de Chantelle sur la commune de Toulouse est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1° de l'annexe I, «cahier des charges joint à l'agrément délivré à l'exploitant d'un centre VHU» en procédant, sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, au retrait systématique ou à la neutralisation des airbags lors des opérations de dépollution des VHU.
Constats : Lors de la visite d'inspection aucun véhicule hors d'usage (VHU) n'était présent sur le site. En effet, l'exploitant a précisé à l'inspection que le nombre de dépollution de VHU par an s'élève à environ 50 VHU. L'inspection a donc procédé à un sondage des rapports de dépollution des VHU réalisés par le site. Un bordereau de suivi de déchets (bsd) de dépollution de VHU numéro: 20240307 EAD WR8VAV a été vérifié. Il a été noté dans ce rapport et également confirmé par l'exploitant que les pots catalytiques ont été retirés et les composants susceptibles d'exploser ont été neutralisés. De plus, au cours de la visite terrain, il a été constaté que les pots catalytiques en instance d'évacuation sont bien stockés dans le hangar. Au regard des éléments apportés, l'inspection considère que la démonstration de la conformité relative aux prescriptions en question est établie.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Contractualisation avec un éco organisme ou un système individuel agréé

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/03/2024, article R.543-200

Thème(s) : Situation administrative - contrat pour les DEEE professionnel

Prescription contrôlée :

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

– que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

-les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au delà des exigences réglementaires ;

– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

Constats :

Il a été constaté que des DEEE professionnels sont acceptés sur le site. Or, le contrat avec l'éco-organisme (Ecosystème) ne prévoit pas la gestion des DEEE professionnels mais uniquement des DEEE ménagers HF(hors froid) et F(froid).

Cependant, un rapport de visite l'éco-organisme effectué le 27 avril 2023 indique "dans les points positifs" que des DEEE professionnels "ont été triés et une déclaration a été réalisée par l'exploitant".

L'exploitant informe que le contrat avec l'éco-organisme va évoluer en incluant la gestion des DEEE professionnels au cours de l'année 2024. La copie du nouveau contrat sera envoyée à l'inspection.


Respect de la prescription :  Non Conforme

Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 Mois


N° 3 : Bordereau de suivis de déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2024, article R.541-45
Thème(s) : Autre - suivi des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été réalisé un sondage dans l'application numérique TRACKSDECHETS développée par le Ministère de la Transition écologique d'un BSD numéro 20240213 d'un flux de DEEE F (froid). Tous les champs de ce BSD ont été vérifiés et sont correctement remplis. De plus, le traitement de ces DEEE est réalisé dans un établissement autorisé à recevoir ce type de flux .
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Opération de tri DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques - opération de tri
Prescription contrôlée : Opérations de tri des déchets Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination). Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.
Constats : Il a été constaté que les opérations de tri sur les DEEE sont bien réalisées en fonction de leur nature et de leur exutoire. Le jour de la visite il a été constaté la présence de 2 bennes de 40 m3 de DEEE en attente d'évacuation en fonction des filières de traitement.
Respect de la prescription :  Conforme
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels - isolement
Prescription contrôlée : 2.9 Isolement du réseau de collecte Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne est bien définie et présente les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Or, bien que l'exploitant ait indiqué que ce dispositif est régulièrement testé, aucun enregistrement n'a été présenté. L'exploitant a indiqué qu' un prochain test serait effectué sur la vanne d'isolement des réseaux par un organisme extérieur. L'exploitant transmettra à l'inspection ledit rapport de contrôle.
Respect de la prescription :  Non Conforme
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois